



ABOLIR TOUTES LES ARMES NUCLEAIRES

Une déclaration de Jean-Louis NAUDET, Secrétaire Général

Ce sont des propos d'une extrême gravité qu'à tenu hier à Brest, le Président de la République qui avait revêtu pour la circonstance son « uniforme » de va-t-en guerre.

En évoquant comme possible le recours à l'arme atomique dans la lutte contre le terrorisme, mais pas seulement, le Chef de l'Etat a repris à son compte les propositions contenues dans le Traité de Maastricht, visant à faire de la France « l'arme de frappe » nucléaire dans le Monde, dans le cadre d'une Défense Européenne pilier de l'OTAN.

La FNTE-CGT rejette une telle perspective et un tel recours à l'arme atomique dont la simple évocation suscite des émotions justifiées chez de nombreux citoyens !

C'est une inflexion grave qu'un homme seul, en l'occurrence le Chef des Armées, vient d'annoncer au Pays, quant à l'utilisation de la force de dissuasion nucléaire française.

Le Parlement et les Citoyens sont mis devant le fait accompli.

Dans les propos présidentiels, la FNTE-CGT y voit l'annonce de violences possibles à l'extérieur des frontières de notre pays et même de l'Europe pour l'usage de la force de frappe nucléaire.

La CGT ne peut accepter une telle perspective dont la France se rendrait coupable aux yeux de l'Humanité entière.

Même les Etats-Unis n'avaient pas été aussi loin dans leurs déclarations d'intention d'utiliser l'arme nucléaire pour les champs de bataille.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit dans les propos gravissimes d'un Président de la République qui se perd chaque jour un peu plus au fil de ses discours et de ses actes en matière de politique intérieure.

A quand l'utilisation de cartouches nucléaires pour « calmer les esprits » des jeunes en souffrance dans les quartiers et villes ravagés par le chômage ?

A quand une nouvelle « expérience » de type Nagasaki et Hiroshima ?

Les armes de destruction massive, tant bactériologiques, chimiques que nucléaires, sont autant de hontes humaines que des Chefs de guerre labellisent pour leur puissance et leur domination.

Opposée à la dissuasion nucléaire, à sa modernisation et à sa miniaturisation, dangereuse, inutile et coûteuse, la CGT condamne sans réserve aucune, cette déclaration intentionnelle de « guerre nucléaire » du Président de la République.

Etre responsable en ce début de 21^{ème} Siècle, c'est exiger la remise en cause de la force de frappe nucléaire et la réorientation des crédits qui lui sont annuellement destinés et qui représentent 23% du budget 2006 de la Défense. De nombreux militaires en contestent l'importance.

La CGT exige cela tout comme elle revendique que le laser Mégajoule de Bordeaux soit restitué à la Communauté Scientifique pour la recherche civile Française et Européenne, plutôt que d'être au service de l'élaboration des armes nucléaires de 2050 !

Au travers de ce projet présidentiel meurtrier, c'est aussi la réalité des ambitions de responsables qui osent qualifier « d'acte salutaire » le colonialisme afin de ne pas satisfaire les besoins essentiels et sociaux des populations en France et dans le Monde.

Plus que jamais, notre Fédération CGT, dont les valeurs fondatrices de Paix et de Désarmement sont intactes, entend se mobiliser pour que les questions de Défense ne soient pas une « chasse gardée » de quelques-uns, fût-ce le Président de la République ! Ce sont des valeurs essentielles de la CGT que son prochain Congrès Confédéral se doit de réaffirmer avec force.

Ces questions relèvent d'un débat national, citoyen et syndical que la CGT réclame et pour lequel elle est disponible à mener avec les forces et mouvements épris de Paix.

La CGT revendique un processus de désarmement multilatéral négocié au niveau mondial, avec comme première étape la destruction de tous les arsenaux et missiles nucléaires, à commencer par le M.51.

Plus que jamais, nous revendiquons une Défense Nationale citoyenne et souveraine, pour échapper à la doctrine des Corps expéditionnaires et « aux croisés » du 21^{ème} Siècle, dont la Ministre de la Défense entend en faire le « cœur de métier » du Ministère.

En avançant la proposition novatrice d'un Pôle Public National de Défense, notre Fédération CGT s'inscrit dans une telle perspective afin que les armes ne soient pas une marchandise comme les autres, à plus forte raison en ce qui concerne les armes nucléaires qui ne sauraient être banalisées.

La CGT appelle les personnels et les citoyens à s'emparer plus encore des questions de Défense, à les faire partager autour d'eux et à participer aux initiatives contre la prolifération des armements nucléaires et leur élimination.

Les Journées Nationales pour le Désarmement Nucléaire qui se dérouleront les 10, 11 et 12 Mars 2006 à Vitry-sur-Seine, à l'initiative du Mouvement de la Paix, revêtent dans ce contexte une dimension particulière dont la CGT ne saurait s'en désintéresser.

Montreuil, le 20 Janvier 2006